



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DES BOUCHES-DU-RHÔNE

DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DU CADRE DE VIE

Marseille, le

107 JUL 2004

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Dossier suivi par : Patrick BARTOLINI
☎ 04.91.15.63.89
104-2004 A

ARRÊTÉ PORTANT MISE EN DEMEURE
à l'encontre de la SCOP TECHNOSPEED à ROUSSET
de respecter les dispositions de l'arrêté complémentaire
2003-24/17-2003 A

Le Préfet de la Région Provence – Alpes – Côte d'Azur
Préfet des Bouches du Rhône
Officier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'Environnement et notamment ses articles L.511-1, L.514-1

VU la loi du 12 avril 2000 relative aux relations des citoyens avec les administrations notamment en son article 24,

VU le Décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977, modifié, pris pour l'application du Code susvisé,

VU l'arrêté n° 2003-24 /17-2003 A du 29 août 2003 portant prescriptions complémentaires à la société SCOP TECHNO SPEED à ROUSSET,

VU le rapport établi par le Directeur Régional de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement le 18 juin 2004,

VU la lettre sollicitant l'exploitant pour obtenir les observations écrites et/ou orales avant la prise de décision à son encontre, comme le prévoit l'article 24 de la loi du 12 avril 2000,

CONSIDERANT qu' à l'issue de la visite de l'inspection des installations classées, il est apparu que la société SCOP TECHNOSPEED n'a pas respecté les prescriptions complémentaires qui lui étaient imposées pour son exploitation ;

CONSIDERANT qu'en vertu de l'article L.514-1 du code de l'environnement, le représentant de l'Etat doit mettre en demeure l'exploitant de respecter les conditions d'exploitation en cas d'inobservations de celles-ci constatées par l'inspection des installations classées,

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches du Rhône,

ARRETE**ARTICLE 1^{er} -**

La Société SCOP TECHNOSPEED, dont le siège social se trouve avenue Gaston Imbert – 13790 – ROUSSET – est mise en demeure de se conformer **sous un (1) mois à compter de la notification du présent arrêté**, aux dispositions de l'arrêté complémentaire n°2003 – 24 / 17-2003 A du 29 août 2003 pris pour améliorer la sécurité des installations de rechapage exploitées à l'adresse visée ci-dessus.

ARTICLE 2

Dans l'éventualité où les aménagements ne seraient pas réalisés dans les délais impartis, il sera fait application des sanctions pénales prévues par l'article L.514-11 du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement.

ARTICLE 3

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté entrera en vigueur à compter de sa notification.

ARTICLE 5

- Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
- Le Maire de ROUSSET,
- X - Le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,
- Le directeur départemental des services d'incendie et de secours,

et toutes autorités de Police et de Gendarmerie

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

MARSEILLE le, 07 JUL. 2004



Pour le Préfet
Le Secrétaire Général
Emmanuel BERTHIER